

Bonjour! Je vous remercie de m'accueillir aujourd'hui. Je suis très content d'être ici. Je suis Dean Orr, un jeune agriculteur, et l'exploitation agricole de ma famille se trouve tout juste au nord de Toronto, en périphérie du Grand Toronto.

Puisque je travaille très près de la ville, je m'intéresse tout particulièrement à la croissance urbaine, à la planification urbaine et à leur incidence sur l'avenir de l'agriculture au Canada. Depuis 50 ans, le milieu agricole du Canada a beaucoup appris sur les sols et la santé des sols et il s'efforce de mieux conserver les terres et les exploitations agricoles pour que les prochaines générations puissent aussi en bénéficier. Toutefois, encore de nos jours, une bonne partie des terres arables disparaissent très rapidement en raison de pratiques de croissance urbaine peu durables. Selon les données autodéclarées du dernier recensement de l'agriculture, la superficie des terres arables de l'Ontario diminue de 319 acres par jour, soit d'un peu moins de 1 % par année. La destruction d'écosystèmes entiers en raison de mauvaises politiques généralisées de planification des terres est probablement ce qui nuit le plus à la santé des sols en Amérique du Nord. Pour les agriculteurs, il est de plus en plus difficile de gérer la santé des sols à long terme quand la spéculation foncière fait monter en flèche la valeur des terres et réduit la propriété des agriculteurs.

Un grand paradoxe se dégage de l'histoire de notre ferme. En effet, depuis des dizaines d'années, nous effectuons une bonne rotation des cultures et pratiquons une culture couvre-sol sans labour, ce qui contribue grandement à améliorer la santé de nos terres et à limiter les effets de nos activités sur l'environnement. Toutefois, si l'on ne change pas la façon dont la société envisage la valeur des terres, et la planification de leur utilisation, tout notre travail sera anéanti d'ici 50 ans. Bien qu'il soit facile de jeter le blâme sur les promoteurs quand on constate l'ampleur de l'étalement urbain avec lequel doivent composer de nombreuses collectivités d'Amérique du Nord, car on sait qu'ils ont sûrement, entre autres, exercé des pressions pour élargir les limites urbaines et modifier le zonage, la réalité est en fait plus complexe, et les promoteurs ne devraient avoir à assumer qu'une partie de cette responsabilité. La grande majorité de leurs activités sont menées dans le respect des lois alors en vigueur, et ils ne se permettent de faire que ce qui est autorisé.

Au cours des 70 dernières années, en Ontario, le développement urbain a été marqué par l'étalement, la faible densité, des habitations et des commerces dont l'emplacement nécessite l'utilisation de la voiture et qui sont séparés par des distances considérables. Ce style de développement a été en grande partie responsable de la consommation incroyable de terres agricoles en Ontario et s'écartait nettement de la planification urbaine qui se faisait avant le XX^e siècle. La planification urbaine de nos villes agricoles historiques et de nos centres urbains plus imposants s'est faite à l'échelle humaine, alors que la marche et le vélo représentaient les principaux moyens de transport, tout comme les trains et les véhicules sur rail. On concentrait un éventail de types de logement, de différentes hauteurs et à des prix divers, dans des quartiers à usage mixte, où l'on pouvait trouver des commerces, des ateliers et des emplois. Voilà qui a permis de construire de belles zones urbaines denses, dynamiques et solides sur le plan économique.

Avec l'arrivée de l'automobile ainsi que l'adoption de règlements stricts sur le zonage et la construction au début, au milieu et à la fin du XX^e siècle, nous avons commencé à nous disperser, et cet étalement a été inscrit dans la loi. Il suffit de comparer les vieux quartiers aux quartiers les plus récents pour observer un contraste saisissant. La comparaison entre la densité moyenne de la population de Vaughan (1 119 personnes/km²), une ville qui s'est construite au cours des 70 dernières années, et le quartier Riverdale de Toronto (7 149 personnes/km²), qui date du début des années 1900, fait ressortir cette différence marquée. Riverdale est vu comme un milieu de vie très prisé à Toronto en raison de sa vitalité communautaire et de son potentiel piétonnier; on ne s'y sent pas à l'étroit puisque la circulation routière est réduite au minimum en raison de la proximité qu'offre le quartier et de la présence du

service de transport en commun. Une collectivité de ce genre prend presque sept fois moins d'espace que les développements plus modernes que l'on trouve à Vaughan.

Il n'y a aucune raison de consommer un volume de terres pouvant se rapprocher d'une quelconque façon du volume que nous consommons présentement pour faire de nos collectivités de beaux endroits où il fait bon vivre et permettre par le fait même une croissance. Les solutions ne sont pas nouvelles et pourraient être mises en œuvre dès aujourd'hui. Bien des experts et des militants réclament depuis un certain temps des pratiques de croissance plus durables à faible densité, mais la lenteur des changements et la mise en œuvre, encore tout récemment, de politiques d'étalement urbain en Ontario nous démontrent que plusieurs ordres de gouvernement ne saisissent toujours pas le message.

Voici quelques suggestions de politiques de construction plus durables :

1. Instaurer des limites urbaines bien définies et de strictes restrictions sur l'élargissement de ces limites. Ces mesures favoriseraient le remplissage et réduiraient l'étalement urbain. Elles permettraient aussi de réduire la spéculation foncière, elles contribueraient à la réduction de la valeur des terres agricoles et, idéalement, elles amélioreraient l'investissement à long terme dans les sols;
2. Créer des postes publics municipaux ou régionaux dont les fonctions consisteraient à prévoir le minimum de terres agricoles nécessaires pour subvenir aux besoins d'une collectivité;
3. Mettre fin au zonage d'exclusion et permettre de plein droit la construction d'immeubles à logements multiples afin de favoriser la diversité des logements construits;
4. Supprimer les minimums d'espaces de stationnement afin de favoriser la construction, à prix moindre, de collectivités à faible densité propices à la marche et axées sur le transport en commun;
5. Investir dans les réseaux de transport en commun, surtout le transport ferroviaire.

Je vous remercie de m'avoir écouté aujourd'hui, et merci pour tout ce que vous faites pour que le système agricole soit plus durable. Pour pouvoir planifier la sécurité alimentaire et la santé des sols à long terme, il faut planifier l'agriculture de manière à l'INCLURE dans la collectivité et non à l'EXCLURE de celle-ci.

Sincères salutations,

Dean Orr, B. Sc.
Agriculteur
King City (Ontario)

Notes complémentaires (que vous ne lirez probablement pas!)

Il convient de noter que l'étalement urbain joue aussi un rôle dans la crise de la disponibilité et de l'abordabilité des logements, car ce phénomène est coûteux, prend du temps à bâtir, demande beaucoup de ressources (du point de vue des terres et des matériaux de construction) et accueille beaucoup moins d'individus par comparaison avec d'autres modèles de développement. Le Groupe

d'étude ontarien sur le logement abordable a formulé des recommandations sur la croissance future, dont le principal aspect consiste à axer la croissance sur le remplissage à l'intérieur des limites urbaines et la densification légère. Cette recommandation a pour but d'accélérer l'offre de logements et d'améliorer leur abordabilité tout en protégeant explicitement les terres naturelles et les terres agricoles. Le gouvernement de l'Ontario met en œuvre avec lenteur et maladresse ces politiques de croissance durable et, dans certains cas, il semble agir à l'encontre de ces politiques en ouvrant les limites urbaines et les zones protégées et en réduisant les exigences minimales en matière de densité urbaine.

Les politiques actuelles d'utilisation des terres, qui sont désuètes, doivent, grâce à la pression des promoteurs et spéculateurs fonciers, s'adapter plus facilement aux connaissances actuelles sur la santé des écosystèmes et le développement communautaire. Les lois et les règlements actuels en matière de développement ont créé une tendance trop étroite et figée. Ils nuisent aussi aux collectivités rurales et urbaines. On estime par exemple que 50 % des environs d'Ottawa est zoné pour la construction de maisons unifamiliales, ce qui impose essentiellement un étalement urbain. Pour les promoteurs, il est très coûteux de lutter contre ces lois et ces règlements de zonage, et ce qui est finalement construit ne correspond pas nécessairement aux souhaits ou aux besoins de la population, ou encore à ce que recommandent les spécialistes. Les promoteurs construisent ce à quoi ils sont habitués et ce qui a été décidé il y a une trentaine ou une cinquantaine d'années, lors du dernier examen officiel du plan de zonage régional ou municipal.

De plus, l'étalement urbain coûte cher, car il faut alors construire et entretenir plus d'infrastructures. Selon un reportage de la CBC, l'expansion urbaine à faible densité des banlieues coûte plus cher à la ville d'Ottawa que ce qu'elle perçoit en taxes. Concrètement, cette expansion est subventionnée à hauteur de 465 \$ par personne. Au contraire, les développements à densité élevée rapportent annuellement 606 \$ par personne à la ville. La ville de London, en Ontario, a aussi calculé qu'un scénario d'étalement urbain sur les 50 prochaines années lui coûterait 180 % de plus (c'est-à-dire 2,7 milliards de dollars) qu'un scénario de croissance plus dense. L'élargissement des limites urbaines afin de permettre l'étalement est coûteux tant sur le plan financier qu'environnemental.

En plus de préserver les terres agricoles et de favoriser la santé des sols, les limites urbaines bien définies créent une stabilité favorable aux investissements dans l'agriculture périurbaine. Elles permettent aussi aux collectivités rurales et urbaines de se soutenir mutuellement au lieu de s'opposer. Elles permettent aux agriculteurs de planifier à long terme et de construire par exemple des entrepôts à grains qui existeront longtemps. Elles permettent aussi aux fournisseurs d'équipement et de pièces de machinerie de maintenir leurs réseaux dans les régions périurbaines parce qu'ils savent que leurs investissements élevés pourront rapporter. Les concessionnaires les plus près de notre collectivité, Nobleton, sont habituellement à plus d'une heure de voiture. Les limites urbaines bien définies entraînent aussi des emplois stables dans les régions urbaines et peuvent permettre de bâtir un meilleur système alimentaire local.

Lorsqu'il était jeune, mon grand-père a déjà participé à un concours de labourage à l'intersection de Yonge et Sheppard, dans le quartier North York. Nous pensons que c'était vers 1940. Aujourd'hui, le champ agricole le plus près est situé à environ 11,5 km de cette intersection, et la région rurale la plus près, c'est-à-dire certains des champs que nous cultivons, est située à 15 km.

Selon nos estimations, au cours de sa carrière d'agriculteur, mon père a perdu 500 acres de terres agricoles en raison de l'étalement urbain. Il s'agit de terres qu'il a directement louées. Certaines fermes où il a offert de l'aide ont aussi été perdues, soit quelques centaines d'acres. Parmi les terres que nous cultivons, environ 700 acres sont soit prévus pour des projets de développement en cours

d'évaluation ou serviront au nouveau projet d'autoroute du gouvernement de l'Ontario. Les autoroutes sont d'ailleurs l'un des principaux facteurs de l'étalement urbain.

Il serait possible de faire de choisir des schémas de croissance plus durables et plus harmonieux qui exigent d'investir dans la faible densité et les transports en commun. Nous nous devons de revoir et de corriger les lois qui régissent la croissance.

Notes complémentaires

- En 2021, la superficie des terres agricoles en Ontario était de 11,7 millions d'acres. En 2016, elle était de 12,3 millions d'acres et, en 2011, de 12,6 millions d'acres.
- L'Ontario compte environ 15,5 millions d'habitants.
- En 1940, l'Ontario comptait environ 3,5 millions d'habitants.
- L'ancien gouvernement libéral avait établi la densité de population à 80 personnes par hectare; le gouvernement actuel de l'Ontario a fait baisser cette exigence à 50 personnes par hectare.